

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19938 - 77ÈME ANNÉE

Communiqué du Parti communiste réunionnais

PCR : « Les États-Unis ont besoin de guerres pour exister »

Dans un communiqué, le Parti communiste réunionnais donne sa position sur l'évolution de la situation en Afghanistan qui découle de l'accord de Doha signé par les États-Unis actant la reconnaissance des Talibans comme seul interlocuteur légitime en Afghanistan.

Les évacuations humanitaires sont terminées en Afghanistan, en même temps que le retrait militaire des États-Unis et des Alliés. Sur place, 38 millions d'habitants sont abandonnés et la famine est déjà de retour. Le procès en responsabilité a déjà commencé.

1-En 2001, les États-Unis et des forces alliées bombardent l'Afghanistan et chassent du pouvoir les Talibans. C'est le prix à payer pour attraper Ben Laden, accusé de terrorisme. Dix ans après, en 2011, il y avait sur place 100 000 soldats américains et 150 000 alliés.

2-En 2018, des émissaires de Trump rencontrent en secret les nouveaux dirigeants Taliban et signent avec eux un accord, le 29 février 2020, à Doha, au Qatar. Cet accord exclusif entre les 2 parties équivaut à un acte de reconnaissance de l'interlocuteur privilégié. Exit le gouvernement légitime. Par contre, les signataires lui réclament de libérer 5000 prisonniers et d'ouvrir des discussions inter-afghanes.

3-Le lendemain, le 1er mars, les Talibans lancent une attaque armée. Les Américains et les forces alliées laissent faire. La confusion est telle que l'année suivante, le président légitime refuse de soumettre son peuple à une guerre entre Afghans et il quitte le pays. Dans les faits, les États-Unis se retrouvent seuls avec leur nouvel interlocuteur.

4-Le 15 août 2021, un groupe d'insurgés, sommairement équipés, arrivent au siège du gouvernement dans le calme le plus total. Les Talibans accèdent au pouvoir, 18 mois après l'accord de Doha. La population non préparée est prise de panique et fuit vers l'aéroport dans un désordre indescriptible. D'autres



tentent leur chance dans les pays frontaliers. Les Alliés comprennent tardivement qu'ils ont été dupés, par la CIA et par les dirigeants américains eux-mêmes. Le 24 août, ils décident de se réunir, échanger des informations et tenter de coordonner ce qui peut l'être encore. Le Président Biden refuse de les écouter.

5-De ces événements, nous retiendrons la scène de l'avion-cargo américain. Pris d'assaut, les pilotes embarquent 600 personnes, tout en laissant tomber des corps vivants en plein décollage. La comparaison de ces images avec le précédent de la guerre au Vietnam montre que ce pays a besoin de guerres pour exister. En mars 2003, Colin Powell qui a présenté à l'ONU de la farine comme preuve de l'existence de produits chimiques en Irak, a déclaré que la CIA l'avait menti. Pendant ce temps, les dirigeants laïcs ont été tués et un peuple souffre de l'intervention militaire. Toute la zone du Moyen Orient est toujours déstabilisée.

Le PCR espère que ce ne sera pas le destin réservé en Asie Centrale et que tous ces événements ne cachent pas de nouvelles guerres américaines.

Bureau de Presse PCR

La CGTR perd son ancien secrétaire général

Georges-Marie Lépinay, ardent militant de la cause des travailleurs, nous a quittés

La CGTR a annoncé ce 30 août la disparition de Georges-Marie Lépinay, ancien secrétaire général du syndicat entre 1987 et 1996.

Georges-Marie Lépinay symbolise une vie militante engagée aux côtés des travailleurs en lutte, solidaire de tous les Réunionnais abandonnés par le système.

Bien avant de diriger la CGTR, Georges-Marie Lépinay était journaliste à Témoignages. Il fut un de ceux qui contribuèrent à faire vivre la parole du journal fondé par le Docteur Raymond Vergès, devenu quotidien du Parti communiste réunionnais. Durant cette période, il faisait partie de l'équipe qui révéla les scandales tels que le trafic d'enfants plus connu sous le nom d'affaire des Enfants de la Creuse, ainsi que celui de la clinique du Docteur Moreau à Saint-Benoît qui pratiquait des stérilisations forcées. Ces crimes s'inscrivaient dans une politique visant à empêcher le développement de La Réunion, en favorisant l'exil vers la France des forces vives du pays.

Georges-Marie Lépinay était le dirigeant de la CGTR quand fut menée la bataille pour l'égalité sociale. Il fut un acteur important des luttes qui permirent d'appliquer la loi votée en 1946. Il était également très engagé aux côtés des plus dé-



munis. La cause des planteurs lui tenait également à coeur, et il produisit ainsi de nombreux articles sur la filière canne. Il permit ainsi à Témoignages de devenir le journal de référence de ce domaine.

Pour de nombreux camarades, notamment à la CGTR, Georges-Marie Lépinay était un témoignage vivant de décennies de luttes menées par les Réunionnais. Il continuait à partager son expérience, ainsi que le fruit de ses recherches sur l'histoire du syndicalisme à La Réunion. C'est ainsi qu'il présenta

tout cet historique lors des commémorations du 50e anniversaire de la création de la CGTR en 2008.

Georges-Marie Lépinay était animé d'un idéal : la cause des travailleurs. De nombreux combats sont encore à mener, et les poursuivre reste le plus bel hommage à rendre à ce dirigeant syndical qui vient de nous quitter.

A sa famille et à ses proches, Témoignages présente ses sincères condoléances.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Et si on changeait de société ? Le collectif Plus jamais ça propose un « plan de rupture »

C'est un plan de rupture en trente-six mesures qu'a présenté mercredi 25 août le collectif Plus jamais ça, à l'occasion de l'université d'été des mouvements sociaux organisée à Nantes du 24 au 28 août. Ce collectif regroupe une quinzaine d'organisations environnementales comme Greenpeace, France Nature Environnement (FNE), les syndicats CGT, Solidaires et la Fédération syndicale unitaire (FSU), mais aussi Oxfam, Attac ou la Confédération paysanne. L'objectif de Plus jamais ça, né dans la foulée du mouvement des Gilets jaunes, est « de donner à voir que l'écologie et le social sont une seule et même question » et que « les intérêts des travailleurs, des militants syndicaux et écologistes sont les mêmes », a rappelé Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, lors d'une conférence de presse mercredi 25 août.

Les thématiques balayées dans le plan sont assez transversales, notamment la santé, les droits des femmes et celui des étrangers, le travail, l'agriculture ou encore la solidarité internationale. Alors que la crise liée au Covid-19 semble s'éterniser, les deux premières mesures de ce plan de rupture sont particulièrement d'actualité : la levée des brevets sur les vaccins et un plan d'urgence pour l'hôpital public et contre les déserts médicaux. Le plan appelle également à une « économie de la sobriété », « contre les mécanismes de surproduction et surconsommation ». Il propose une loi qui bloquerait l'expansion du e-commerce et interdirait la publicité des produits « très pollués ». Concernant le secteur aérien, Plus jamais ça s'oppose à la privatisation et à l'extension des aéroports et réclame l'« arrêt des vols courts quand une alternative en train existe ».

Ce plan de rupture appelle également à « l'abrogation de toutes les lois et circulaires restreignant les conditions d'accès au travail pour les migrant-es » et demande le droit de vote aux élections locales pour les étrangers résidant en France. Cette question qui a « disparu du programme de toutes les organisations politiques », devrait être remise « d'actualité », a souligné Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association Droit au logement (DAL). Les mesures proposées comprennent aussi des politiques pour contraindre les entreprises à réduire leurs émissions

de gaz à effet de serre, la revalorisation des minimas sociaux, une réforme de la Politique agricole commune (PAC), ou encore que l'aide alimentaire sorte de « la logique de débouché compensatoire de la production agro-industrielle et de la stigmatisation de ses bénéficiaires ». « La question qui vient évidemment est : "Où trouvez-vous l'argent pour financer tout cela ?" Pour nous, cet argent existe aujourd'hui », a avancé Cécile Dufлот, directrice générale d'Oxfam. Selon le collectif, ces mesures pourraient être financées par une réforme fiscale « plus juste » et également la création d'une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter 10,8 milliards d'euros à la France. « Ce plan n'a pas vocation à être un programme complet de société », a précisé Marie Buisson. « On ne prétend pas être exhaustifs. On va poursuivre nos travaux pour les inscrire dans la durée », a ajouté Arnaud Schwartz, président de FNE.

Ce plan de rupture proposé par les mouvements sociaux a pour but d'allier la nécessaire transformation de la société à l'égalité sociale. Toutefois, les mesures ne peuvent être adoptées telles quelles à la Réunion. Les spécificités de la société réunionnaise méritent un « plan de rupture » réunionnais. Nous n'avons plus le temps d'attendre, les phénomènes climatiques extrêmes sont déjà arrivés. La crise économique est profonde. La route du commerce international ne passera pas par La Réunion. Et ceux qui croient encore que la Réunion peut être la porte d'entrée des produits de l'Union Européenne dans le marché africain, n'ont rien compris au monde dans lequel on est : la nouvelle donne du multilatéralisme expurgée des impérialistes. Mais la Réunion peut devenir le laboratoire du monde de demain, encore faudrait-il que les responsables fassent le deuil de l'impérialisme français. La Réunion ne pourra se sauver que par elle-même par un consensus sur une planification de notre développement, et l'outil c'est la conférence territoriale élargie. Il faut que les Réunionnais fassent leur révolution culturelle.

**« La Révolution est un drame passionnel »
Mao Tsé-Toung**

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Loksidan dann l'Afghanistan : koman i pé apèl in n'afèr konmsa ?

Mézami, mi panss – zot konm mwinn – ni poze anou késtyon dsi sak loksidan-zétazini an tète – la fé dann l'Afghanistan dopi vintan. Pars mwinn la pankor vi ziskazordi kékshoze konmsa dann l'internasyonal. Biensir nou la fine oir d'ote shoz té pa zoli zoli dann lo rolassion rante bande péi. Biensir bande USA la fine amontr anou zot lé a tou fère, mé kant mèm pa ziske la.

Ala in péi - in grande puissans – i trayi toute demoune an mèm tan :

– Zot trayi lo bande péi zot lé alyanssé dann in guèr lokipassion pars kan zot la désside kite l'Afghanistan zot la pa pran l'èr avèk lé zot péi loksidan la akonpagn azot pandan vintan dann in guèr sivil san finission.

– Zot trayi lo gouvèrnman fantosh zot la mète an plass. L'ané 2020 laba Doha bande zamérikain la sign in trété avèk bande taliban an déor d'lo gouvèrnman fantosh é san pran l'èr non pli avèk li konm pou dir : « Ala in zéro la gosh in shif li na ka débarbote ali toussèl. » É zot la kontinyé donn larzan gouvèrnman-la konmsi li l'avé ankor in bon l'avnir dann in péi bande taliban téi sava kontrolé.

– Zot trayi in pèp, dyab zot i fé kaziman in pakt avèk lo dyab. Zot la vni dann l'Afghanistan é zot la propoz lo moune in nouvèl vi, in nouvèl sosyété, in sèrtènn form libérassion avèk pliss lo droi pou bande madame épi bande jenn fiy é sa la pa pèze in grame laba dann Doha kan l'anvi la pran azot lèv zot pou sa négossyé avèk bande taliban.

– Zot trayi bande pèp lokssidan, l'erop épi zétazini, kan zot la di dovan l'opinyon piblik zot téi sava laba pou vanz konte lo térorism épi apote in lavnir méyèr pou bande moune l'Afghanistan. Zot la di ossi zot i sava ékipe in l'armé afghane é fé do sorte èl lé de forss pou vanze par zot mèm konte bande taliban. Promyé kou d'fiziye banna la détalé. Toussa an prétan sèrman dsi la bible sansa la min a la plass lo kère.

– Zot trayi bande jenn la parti fé la guèr dann lo péi épi la trouv la mor épi toute kalité landikape. Téi falé vréman toute so bande viktime koté oksidantal ?

Toussa pou trouv kossa vintan apré ? In kantité d'moune i vé arienk sov zot péi. Dè mouvman intégrist épi térorist la fine komans bataye pou oir kissa i sava ranporte la mize-Daesh sansa Taliban, Inn pli pire ké l'ote avèk l'amérik konm shèf dann lorkèst. Ki sé domin va sèye ansèrv banna konte bande shinoi épi bande russ é sa san di ouvèrtman.

Koman i pé apèl in n'afèr konmsa ? Trayizon ! Mé sa i sifi pa. i pé mète ossi lo mo franssé « duplicité » mé ossi foutaz dé guèl an zénéral, san pityé – pou mon par mi wa tré bien sa konm in lantropiz kriminel d'éta.

San konté la konplissité pou toute lokssidan é la konplissité i dédouane pa zot.

Justin